

L'Encre Rouge

Bulletin édité par le Nouveau Parti Anticapitaliste
Branche Industries graphiques - Juin 2009 - n°43

Sommaire

Pages 2 et 3

Spécial
Presse parisienne

Page 4

Labeur
HHBV concentre
l'impression européenne

Soutien
aux mobilisations

www.npa2009.org



Refusons de payer la crise du capitalisme

Dans les années 90, l'URSS et les pays prétendument socialistes se sont effondrés. Les patrons et les politiciens prétendaient alors à la supériorité du capitalisme, intégrant dans l'Europe une série de pays pour en faire des terres de délocalisation d'usines proches avec des salaires moyens mensuels inférieurs de cinq à six fois !

Tout l'argent amassé fut placé dans des spéculations boursières plus profitables les unes que les autres mais aussi plus risquées. Jusqu'au krach, qui, éclatant aux Etats-Unis centre nerveux de la mondialisation capitaliste, devait toucher toute la planète.

Voilà nos patrons qui refusaient, partout dans le monde, que l'Etat investisse dans la santé ou les retraites au nom du libéralisme économique, et qui exigent et obtiennent à présent des milliards pour que nos impôts remboursent leurs spéculations défailantes ! Et même des nationalisations de banques pour sauver non pas les "livrets A" mais l'équilibre même du système et les profits des grands actionnaires. D'ailleurs les bourses mondiales ont regagné en deux mois 30 à 40 % mais personne ne parle de rendre ne serait-ce que 30% de l'argent donné aux boursicoteurs...

Le capitalisme est nu ! Mais il frappe encore. Le chômage explose, les protections sociales aussi. Partout les patrons exigent de travailler plus et de payer moins... Et la colère monte. Le succès des journées de lutte, les occupations d'entreprises, la grève générale d'un mois aux Antilles montrent que les travailleurs ne veulent pas se laisser faire. Mais alors que la tactique des journées d'actions à répétitions a déjà échoué en 2003 et 2004 sur les retraites et la Sécu (alors que la grève longue avait gagné en 1995), les directions syndicales refusent d'organiser un mouvement vers une grève générale et nous promènent tous les deux mois dans des journées d'action respectueuses, polies et vaines.

Définitivement, pour leurs luttes comme pour briser cette société capitaliste, les travailleurs ne doivent compter que sur l'énergie de leurs assemblées générales, l'intelligence de leurs luttes démocratiques, la puissance de leurs actions collectives et coordonnées. Sans hésiter plus longtemps : séquestrons les profits !

La



capitalist'attitude

Moralisation du capital

En bonne voie : il existait déjà un marché des droits pour émettre du carbone pas très moral pour le réchauffement climatique. Il existe maintenant un fond spéculatif pour jouer ces droits à polluer à la Bourse !

Moralisation de la crise

Le G20 est utile. Il a compté 1 milliard d'êtres humains menacés de famine ; 700 000 enfants africains qui mourront de la récession ; près de 100 millions de personnes basculant dans la misère. Il a aussi compté 10 milliards de dollars gérés dans les paradis fiscaux où siègent toutes les banques mondiales importantes permettant aux entreprises françaises et riches particuliers de frauder légalement les impôts pour 20 milliards d'euros. Hélas le G 20 n'a pas compté... agir !

Moralisation des patrons

Sauvée de la faillite avec nos impôts Dexia peinait à trouver un nouveau patron : une prime d'embauche de 500 000 euros a fini de le convaincre...

Moralisation des actionnaires

En 1993, les entreprises du CAC 40 investissaient les bénéfices en donnant 100 milliards aux investissements et 40 aux actionnaires. En 2007, c'était 220 pour l'investissement et 196 milliards pour les actionnaires qui préfèrent empocher à court terme que garantir l'avenir.

CAC 40

En repli certes, les bénéfices des entreprises françaises les plus riches restent tout de même autour de 65 milliards en 2008. Avec des envolées : +10 % pour Danone ou + 11% pour GDF. Et les actionnaires continuent d'être régalez : Vinci + 6,6%. Même les banques, renflouées de 11 milliards d'euros distribuent des dividendes : la société générale par exemple verse 36 % de ses bénéfices aux actionnaires.

Produire en France

La France attire toujours plus de patrons étrangers. La France, en 2008, se place ainsi 2^e ex-aequo avec l'Angleterre pour l'accueil d'investissements étrangers. Comme quoi nos salaires et nos charges ne sont pas tellement « insupportables » comme le répètent nos patrons et leurs valets.

Presse parisienne

Ne trahissons p

Une nouvelle phase historique se présente pour les travailleurs de la presse parisienne. La nouvelle phase de modernisation dans les imprimeries dans un contexte de faiblesse des tirages et de disparition de titres (il manque combien de quotidiens pour que le pluralisme ne soit pas un mot vidé de sens ?) est manifestement destructrice d'emplois. Pour autant doit-on capituler ? Doit-on accepter le discours patronal qui accuse nos salaires et nos effectifs d'être responsables de tous les maux ? Non bien sûr.

Car en vérité la productivité s'est considérablement accrue depuis dix ans. Et les nouveaux centres d'impression vont accroître la tendance. Des machines toujours plus rapides avec des effectifs en baisse constante, une banalisation des travaux pour chasser les temps morts, une adaptation des horaires de travail à la moindre variation des besoins des éditeurs... des économies énormes ont déjà été réalisées au prix d'une aggravation considérable des conditions de travail. Conduire des machines de plus en plus rapides et de plus en plus complexes avec moins d'effectifs c'est aussi un stress bien plus lourd sur les épaules de chacun. Et puis si nos salaires d'ouvriers sont trop chers, que doit-on dire des salaires de nos patrons ?

Et puis ce n'est pas nous, les ouvriers du Livre, qui décidons des contenus. Ce n'est pas nous qui sommes responsables de choix éditoriaux calamiteux, faisant de la presse française l'une des moins lues au monde ! Des journaux qui reprennent les mêmes dépêches d'agence, qui défendent quasiment les mêmes opinions au service d'un capitalisme pourtant obsolète. Régulièrement et encore aux Etats Généraux de la Presse, les éditeurs clament que, face au développement d'Internet, l'avenir de la presse papier passe par plus de recul, plus de contenus, plus d'explications d'une mondialisation dont les images se bousculent sur nos écrans sans toujours faire sens. Mais quel titre quotidien fait cet effort aujourd'hui alors que les succès du Monde diplomatique ou de Courrier International montrent l'existence d'une attente des lecteurs pour un vrai décryptage et une vision élargie de la planète. Ce n'est pas nous non plus qui abandonnons aux seuls magazines les sujets « people » qui ne sont certes pas glorieux mais qui font vendre des quotidiens spécifiques partout ailleurs en Europe. Enfin ce n'est toujours pas nous qui détruisons la chaîne de distribution qui transforme souvent la recherche d'un quotidien en une chasse au trésor !

Ce n'est pas nous non plus qui organisons la fuite de titres de presse quotidienne gratuite ou payante hors des

as nos anciens !

imprimeries appliquant la convention collective. Pas nous qui refusons que les éditeurs rapatrient les travaux d'impressions, de brochage, de routage des suppléments de PQN. Pas nous qui organisons la casse des NMPP. Pas nous qui développons le portage à domicile dans la plus grande précarité pour ces salariés qui devraient relever soit du service public La Poste, soit de notre convention collective.

Car alors fini les prétendus sureffectifs ! On pourrait se mettre à embaucher, et massivement des salariés relevant de la convention collective et de ses annexes que nos anciens ont bâti, bataille après bataille !

Il est devenu habituel que les patrons se livrent à des chantages qu'ils appellent les accords « gagnant-gagnant ». On sauve des emplois mais vous lâchez des vacances ; on augmente les salaires mais vous lâchez des effectifs... En presse, ils disent aujourd'hui : lâchez des emplois et des acquis en échange d'un plan social. Soyons précis : la profession connaît des départs anticipés dans des conditions sociales acceptables depuis 1976. A défaut d'une vraie retraite avancée reconnaissant la pénibilité de nos emplois, la poursuite d'un plan de départs dans des conditions garantissant les salariés quant aux risques d'aggravation des conditions de départ en retraite pleine et entière est acceptable, une fois maintenus tous les effectifs nécessaires à la production. Mais il est inacceptable que pour la première fois l'on nous propose une cellule de reclassement pour les jeunes (hormis d'éventuels volontaires). Car ces cellules sont dans toutes les professions des échecs ! Pour garder tous les jeunes, il suffirait de ramener une partie du travail qui a été retiré de nos ateliers ! Il est tout autant inacceptable de rendre des acquis sociaux : salaires, vacances, etc... car ce serait accepter l'idée que les richesses n'existent plus, qu'il faudrait partager la misère avec nos pauvres patrons !!! Et puis ce chantage a été pratiqué souvent : chez Continental, la CFTC avait signé le retour aux 40h pour maintenir le site de Clairvoix avec un directeur qui est depuis directeur d'une filiale du groupe en Roumanie et qui embauche dans son usine des ouvriers à 400 euros par mois alors que son salaire à lui a été augmenté pour le récompenser du bon tour joué aux travailleurs. Ne soyons pas dupes de la propagande patronale.

Reste la question de la mobilisation et de la lutte. Les divisions syndicales et catégorielles sont aujourd'hui la plus belle carte offerte aux patrons. Pour dépasser cette situation, il ne faut pas attendre des accords « au sommet » mais changer tout le fonctionnement syndical : assez de réunions informelles, assez de petits-déjeuners ! Que les secrétaires, que les délégués (toutes catégories et syndicats confondus) s'expliquent clairement devant l'ensemble des travailleurs. Que les débats soient francs et transparents. Que les décisions soient prises en assemblées générales d'entreprises, en assemblées de toute la profession puisque nos effectifs hélas désormais le permettraient.

La Pub m'a tué

La crise est l'occasion de revenir sur un débat de fond. La publicité a tué la presse quotidienne d'opinion. En dispensant les éditeurs de réfléchir aux attentes du lecteur qui déserte, la manne publicitaire des années quatre-vingt a joué un rôle dramatique. En dictant une ligne éditoriale consensuelle, la pub a tué le pluralisme. En inventant le mythe de la gratuité (sur Internet et sur papier), la pub a scié la branche d'un modèle économique reposant sur l'adhésion du lecteur au journal de son choix.

De ce point de vue, il est intéressant de voir qu'aux Etats-Unis, les éditeurs expliquent que les revenus tirés des sites internet sont très inférieurs à ceux tirés des ventes du papier. L'accès aux sites internet va donc devoir être payé « au juste prix ». Et le gouvernement planche sur une transformation du statut juridique des journaux qui pourraient devenir, en droit américain, des sociétés sans but lucratif.

Ce n'est rien d'autre qu'une version américaine de ce que nous appelons de nos vœux : une presse divisée en deux secteurs. Un secteur privé sans soutien financier du gouvernement et un secteur pensé comme un service public de fabrication et de distribution d'une presse quotidienne réellement pluraliste c'est-à-dire donnant la possibilité à tous les courants d'opinion d'éditer un journal, hors publicité. Comme pour la télévision publique, cela suppose un véritable service public avec les outils industriels et les financements adéquats.

Labeur

HHBV concentre l'impression européenne

Le fonds de pension hollandais HHBV ambitionne large. La création de Circle Printers fusionnant les entreprises de Quebecor-europe et du groupe Maury va poser de multiples questions. Car bien sûr il faut s'attendre à de nouvelles restructurations et à une nouvelle offensive contre la convention collective du Labeur. Ainsi les travailleurs de l'unité de Mary-sur-Marne se sont retrouvés confrontés à un chantage à l'emploi. Et malgré plusieurs jours de grève, ils ont lâché des congés. Cet épisode est très instructif : la mise en concurrence des sites rend la défense des acquis et des emplois très difficile si la direction décide de frapper usine après usine. C'est donc à des actions coordonnées qu'il faut se préparer. Gardons en souvenir comment Quebecor avait frappé à tour de rôle Corbeil, Strasbourg, Lille, Torcy, Blois sans qu'aucune mobilisation d'ensemble ne soit organisée, laissant le bras du boucher s'abattre sans résistance suffisante pour être victorieuse.

Soutien aux mobilisations

Le NPA s'est retrouvé régulièrement en soutien à différentes mobilisations ces derniers mois : outre l'émblématique conflit des NMPP, le comité « Industries Graphiques » ou les comités locaux sont intervenus pour soutenir Florence Cousin dans sa grève de la faim à Libération ; un camarade des NMPP jugé pour tenir une vente militante de l'humain dimanche sur un marché de Paris ; les salariés du groupe Morault dans la banlieue de Rouen qui ont occupé leur usine un mois pour obtenir une amélioration des primes de licenciements ; les salariés du Monde-imprimerie qui exigent la modernisation du site et le maintien de l'imprimerie dans le giron du groupe.

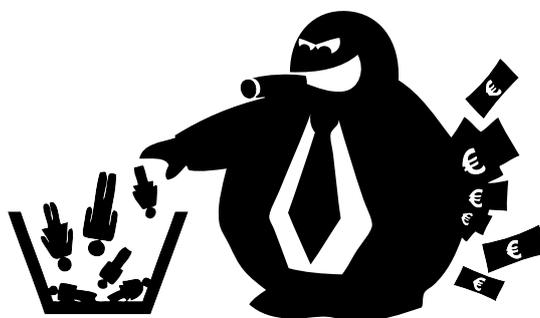
En bref

Editeurs heureux

Parmi ceux annonçant des bénéfices en 2008 : Roularta, Lagardère, La Croix, 20 Minutes, La Voix du Nord, Le Républicain Lorrain... PQN, PQR, Magazines, gratuits y'en a pour tous les goûts !

Publicité

Les rentrées publicitaires en forte hausse en 2008. Les magazines féminins +0,6 %. Les News politiques +3,3 %. Les quotidiens payants +7%. Et les quotidiens gratuits +24%. Notons aussi que les sept leaders mondiaux du marché publicitaire (dont les français Publicis et Havas) ont engrangé 2,31 milliards de bénéfices en 2008. Pas mal pour une activité en réalité inutile !



Pour nous contacter : **06 81 43 02 07** - www.encre-rouge.org

L'Encre rouge a besoin de votre soutien, pour circuler dans les entreprises, pour informer des luttes en cours et pour se financer.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

N° de téléphone :

Entreprise :

Ecrivez-nous à *L'Encre rouge* - 2 rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil.

Pour ne manquer aucune parution, recevez notre bulletin sur votre mail.